

PROBLEMES HISTORIQUES AUTOUR DE L'AMERIQUE LATINE ⁽¹⁾

Pulsqu'il s'agit ici d'enseignement de l'histoire, et dans la perspective que vient d'évoquer si éloquentement M. l'Inspecteur Van Santbergen, je peux bien vous confier quelques inquiétudes qu'il m'arrive de ressentir aujourd'hui. J'ai cru, je crois encore à la vertu pédagogique de notre discipline, comme mode fondamental de l'éducation de l'esprit. Mais je sais combien l'enseignement historique a longtemps souffert de ne donner ses préférences qu'à un passé souvent lointain, qu'aux séries pures d'événements, qu'aux aspects politiques de l'évolution des sociétés, enfin qu'aux cadres nationaux les plus proches. L'eurocentrisme fut longtemps en tout cas un de nos défauts majeurs.

Une réaction déjà longue, il est vrai, devrait et pourrait avoir eu raison de ces tendances enfin périmées. Je crains maintenant qu'elle n'ait entraîné des dangers inverses : on tend à ne s'occuper que du « *présent* », que de l'« *économique* », que du « *mondial* », que du « *culturel* ». L'histoire devient tableau. Elle oublie le temps. Nous voyons en France des programmes de bonne intention et des manuels de haute tenue réserver à nos classes terminales le domaine des « civilisations » — mot vague qui parfois désigne un mode de production, parfois une religion, parfois un ensemble culturel, qu'un brillant exposé évoque admirablement (du moins pour ceux qui en ont déjà quelque connaissance), mais dont la *formation* n'est pas systématiquement reconstituée. Or c'est le problème des *formations* qui porte les véritables leçons, les leçons *spécifiques* de tout enseignement de l'histoire.

Le cas de l'Amérique latine, qui nous retient aujourd'hui, illustre ces considérations de façon presque caricaturale.

Autrefois, l'histoire lointaine de ce continent n'était jamais traitée que par rapport à l'Europe, et son histoire récente semblait entièrement faite d'anecdotes politico-militaires où l'on se perdait un peu, et qu'on mêlait tout juste à quelques considérations d'ordre économique sur le guano ou sur le caoutchouc. Aujourd'hui, l'Amérique latine est évoquée à force de développements littéraires, dans des « tableaux » synthétiques où l'argent du Potosi et le problème minier du XVI^e siècle s'insè-

(1) Texte d'un exposé fait en octobre 1968 à la tribune du Centre Pédagogique pour l'enseignement de l'histoire de Bruxelles.

rent entre une image des gratte-ciel de Sao Paulo et quelques mots sur les architectures des universités mexicaines.

Je voudrais, à propos de l'Amérique latine, proposer une formule plus proche des réflexions propres à l'historien : le problème est de tenter de *faire comprendre* (à un niveau d'analyse accessible aux jeunes), les *phénomènes* (non pas seulement les *faits*) qui, échelonnés *dans le temps*, ont lié l'*évolution sociale* de l'Amérique latine à l'évolution *du monde* en général, du nôtre en particulier, mais sans nous placer sans cesse au point de vue de l'Europe, et en cherchant au contraire à mesurer et à vivre les grandeurs passées, les drames subis, les chances perdues, et les renouveaux possibles, d'un continent à la fois divers et un.

Je sais bien que ce qui, légitimement, vous intéresse malgré tout avant toute chose, c'est l'Amérique latine *d'aujourd'hui*. Mais il est impossible de ne pas aborder, ne fût-ce que pour les énumérer, les problèmes que pose le passé, lointain ou proche, de l'Amérique latine ; car l'éducation historique, c'est l'acquisition du *sens du temps*, du sens de la *continuité*. Et peu de pays autant que l'Amérique latine donnent l'impression d'être enracinés dans une très longue histoire. Sur celle-ci, je vous ai proposé un synopsis très rapide. Je ne le développerai pas. Mais je ne voudrais en oublier aucun des traits importants.

I

Les problèmes des civilisations « précolombiennes »

Il ne peut être inutile de signaler, pour l'éducation historique des jeunes gens, l'existence, hors des foyers traditionnels de « civilisation » (Europe, Afrique, Asie), de masses humaines parvenues *indépendamment* à un haut degré d'organisation sociale, politique, économique, intellectuelle, malgré de surprenants retards dans les techniques élémentaires.

Dans l'enseignement, le contact avec ces civilisations anciennes peut être recherché, grâce aux moyens audio-visuels, par l'*image* des restes imposants laissés par ces civilisations : temples mayas, murailles et citadelles incaïques, objets et masques, tissus étonnamment conservés. Un autre mode d'évocation peut être trouvé dans la lecture des *textes descriptifs* exprimant l'*étonnement réciproque* des découvreurs et des découverts (la « vision des vaincus » est aujourd'hui reconstituée).

L'enseignement peut, me semble-t-il, dégager surtout les grands traits *explicatifs* :

- 1° les *immensités* géographiques (montagnes andines, hauts plateaux, forêts tropicales, pampas...) ;

- 2° l'*isolement* des centres organisés, même à l'apogée de leur développement ; et l'extension d'une humanité *dispersée* très primitive : « Indios bravos » des prairies, des forêts, de l'extrême nord et de l'extrême sud américains ;
- 3° les *supports matériels* des groupements denses : maïs, pomme de terre, bétail de portage (lama), irrigations, réseaux routiers remarquables, malgré certains « trous » techniques : ignorance de la *voûte*, de la *roue*, de la métallurgie du fer ;
- 4° le type d'organisation sociale à *base communautaire* et *pyramide théocratique*, qui appelle des comparaisons avec les civilisations anciennes du vieux continent (Egypte, Mésopotamie), et qui fixe des types de représentation mentale importants pour l'avenir : structures de parenté, communautés rurales (« ayllu » andin, biens communaux mexicains), rôle du luxe et des métaux précieux dans l'appareil politique et religieux ;
- 5° le fait que, vers les années 1500, époque de la « Conquête », ces « empires » américains (Mexique, Pérou) ne sont pas à leur apogée, mais en probable déclin démographique, sont contestés par les peuples qu'ils ont soumis, sont en proie à des divisions politiques (ou dynastiques), et ont à leur tête des hommes inquiets (croyance aux présages, usage des hallucinatoires, etc.) ; cela explique la relative facilité de la Conquête, et que les résistances les plus efficaces soient venues des Indiens « sauvages » et dispersés (nord du Mexique, sud du Chili).

Mais on peut souligner en conclusion :

- a) si les empires s'effondrent *politiquement*, l'encadrement *social* de masses organisées a permis aux Européens, malgré leur nombre réduit, d'organiser une exploitation économique efficace ;
- b) le système colonial a pu ainsi s'appuyer sur l'organisation ancienne (surtout dans les campagnes) ;
- c) la conversion au christianisme a laissé subsister un fond religieux lointain (rites, mythes, superstitions) ;
- d) dès le XVI^e siècle, et au XVII^e, dans les utopies sociales inventées en Europe, l'image (fausse, bien entendu) des sociétés américaines précoloniales (communautarisme, étatisme, etc.) a été souvent présente ;
- e) dans les légendes, les révoltes, les résistances passives ou actives au système colonial, le souvenir des grandeurs passées, et l'originalité linguistique et sociale ont évidemment joué un rôle ;
- f) malgré les effondrements démographiques suivant la Conquête, certains pays latino-américains ont encore une population « indienne » importante, héritière de langues, de modes de vie, de traits raciaux distincts.

Ce dernier point oblige à ne pas considérer comme dénué d'intérêt immédiat le problème des civilisations précolombiennes. Outre que les vestiges de celles-ci valent bien, par leur taille, leur complexité, les monuments sur lesquels se fondent l'égyptologie ou l'assyriologie, les *survivances humaines* ne peuvent ici être considérées comme négligeables. Il y a, socialement, un *problème indien* dans tous les pays où les masses préhispaniques restent importantes : Pérou, Bolivie, Mexique, Colombie, Equateur, petits Etats de l'Amérique centrale ; même au sud du Chili, il reste des « Araucans » ; l'Argentine, l'Uruguay surtout sont presque les seuls pays sans grave problème de ce genre. Au XX^e siècle, des mouvements « indianistes » ont tenté de faire remonter aux temps précolombiens les fondements des nationalités actuelles, et de rendre ainsi aux Indiens une place qui leur avait été enlevée.

II

La Découverte et la Conquête : thèmes historiques les plus importants

Il n'est guère possible d'exclure d'un programme d'histoire générale, quel que soit le moment où le thème sera abordé, la question des Découvertes, et de la Conquête coloniale portugaise et espagnole.

Il ne s'agit pas seulement, cette fois, de l'Amérique latine, mais d'un problème historique majeur, celui même qui nous a, ces dernières années, tous préoccupés, bouleversés, par les revisions déchirantes qui en ont été exigées : le problème *colonial* en général, plus particulièrement le problème de l'expansion politique, militaire, économique de l'Europe, qui culmine au XIX^e siècle, mais qui commence au XVI^e, dès la fin du XV^e même, par les voyages et les installations des Portugais, puis des Espagnols, en Afrique, en Asie, enfin dans le « Nouveau Monde ». Bien sûr, si l'on peut parler d'un « impérialisme » hispano-portugais des temps modernes, il faudra prendre garde aux différences fondamentales qui le séparent des impérialismes contemporains. Toutefois, il importe de remarquer que si les combinaisons, les proportions, entre facteurs politiques, facteurs économiques, facteurs religieux, sont différentes dans le phénomène du XVI^e siècle et dans celui du XX^e, il reste que ces combinaisons existent dans les deux cas, suggèrent des rapprochements, des analyses de même nature.

1. Il importe de montrer dans la Découverte et la Conquête des Portugais et des Espagnols en Amérique (et ailleurs) non un hasard ou une aventure, mais une véritable « entreprise », une sorte « d'innovation » (à la fois technique, géographique, commerciale), couronnement d'un processus fort long : dans toute l'Europe, découvertes technologiques, scientifiques, correspondant à un minimum démographique,

à une baisse des prix, à une hausse des salaires réels qui, donnant une valeur accrue à l'or et aux denrées précieuses, et limitant les hauts profits aux entreprises lointaines, poussent à la Découverte ; en Espagne et en Portugal, processus à la fois démographique, social, finalement politique (formation d'un Etat moderne), qui permet à ces deux puissances d'exploiter leur situation sur les voies de l'Océan.

2. Il est possible de faire saisir, dans la Conquête espagnole, l'originale combinaison d'une *entreprise militaire* encore très féodale, (attribution aux Conquistadors de terres et d'hommes en *fief*) et d'autre part d'une *entreprise économique* au sens capitaliste du terme (exploitation de « placers », de mines, compagnies commerciales, échange de marchandises produites en Europe contre le métal précieux obtenu par la main-d'œuvre coloniale) ; il ne faut pas négliger, comme supports de cette combinaison, l'élément *politique* (organisation, fort remarquable, d'une administration centralisée à l'échelle mondiale), l'élément *religieux* (très spontanément et sincèrement ressenti comme justification par les colonisateurs), enfin l'élément *scientifique* (transferts réciproques de plantes, d'animaux, enquêtes, mémoires, rénovation des connaissances dans tous les domaines).

3. On peut encore souligner les traits originaux de ce *premier colonialisme* : sa surprenante rapidité, ses limites aussi (l'espace est très inégalement occupé), la violence et l'avidité des bénéficiaires de la Conquête (dont il convient de ne rien cacher : travail forcé, extinctions de fait de la population des Iles, chasses à l'homme, etc.), mais aussi *scrupules* religieux, moraux, légaux (qui n'ont pas existé à ce point dans les colonisations ultérieures ; qu'on songe au P. Bartolomé de Las Casas, aux Lois des Indes, aux controverses publiques qui opposèrent sans cesse les défenseurs des Indiens aux défenseurs des intérêts matériels des colonisateurs, sans oublier la coexistence fréquente de l'avidité et du scrupule dans les groupes et chez les individus).

4. Enfin — cet aspect est plus classique, mais exige une solide démonstration — il faut mesurer *les résultats*, immédiats et lointains, de ce premier colonialisme, et le faire aussi bien du point de vue *américain* (souvent négligé) que du point de vue *européen* (souvent le seul développé quand on parle des « conséquences des découvertes ») :

a) *Pour l'Europe*, il y a, certes, *enrichissement* : il reste à savoir de *qui*. Un temps, à coup sûr, des tenants immédiats des colonisateurs, c'est-à-dire des classes supérieures et moyennes de la société espagnole, ainsi que de l'Etat espagnol. Mais la hausse des prix, déclenchée d'abord en Espagne par la confrontation des marchandises d'Europe avec le métal américain facilement obtenu, défavorise rapidement les produits espagnols dans leur concurrence avec les produits des autres pays d'Europe. L'Etat espagnol s'endette et l'Espagne entière devient un pays rentier. En fait, l'Espagne se ruine tandis que le reste de l'Europe, en produisant pour elle et en pillant ses convois, accroît son

activité. L'heureuse « conjoncture longue » du XVI^e siècle, la première accumulation « préalable » du capital, ont leur source dans l'exploitation coloniale de l'Amérique.

b) *Pour l'Amérique*, cette exploitation s'est traduite — il ne faut pas l'oublier — par d'énormes chutes démographiques dont toutes les recherches modernes confirment l'ampleur. Dans les îles — successivement Saint-Domingue, Cuba, enfin Puerto Rico — l'exploitation sauvage des placers d'or a abouti à un dépeuplement à peu près complet. Plus lente fut l'érosion humaine due au travail minier proprement dit, organisé par le système forcé de la « mita » en particulier après 1570, aux fameuses mines d'argent péruviennes du Potosi. Dès lors, une anormale croissance des villes, un recul de l'agriculture, un retrait des Indiens de communauté sur les territoires les plus désolés, dessinent des traits caractéristiques de l'avenir colonial. Dans les régions tropicales basses, l'économie de « plantation » s'installe, exigeant l'afflux d'esclaves noirs importés d'Afrique. La « traite » des esclaves devient un des grands phénomènes économiques des temps modernes. Le caractère essentiellement masculin de l'immigration européenne en Amérique entraîne le *métissage*, sur lequel se fondent des combinaisons très complexes dans la hiérarchie des fonctions économiques et des valeurs sociales. Une mince couche aristocratique et une administration coloniale solide dominant l'ensemble, fortement installés sur le lieu des anciens empires (Mexique, Pérou), de façon beaucoup plus lâche sur les marges dépeuplées. L'apogée du système se situe vers 1580, quand les empires espagnol et portugais sont unifiés sous la seule autorité de Philippe II.

III

Déclin et renouveau de l'Amérique coloniale : le XVII^e et le XVIII^e siècle

Deux siècles — le XVII^e et le XVIII^e — sont souvent négligés dans les allusions de l'enseignement historique à l'Amérique latine. Il n'est pas inutile de leur consacrer quelques remarques.

1. Les difficultés économiques du XVII^e siècle européen (baisse des prix, conjoncture longue de récession) correspondent à un ralentissement des relations Europe-Amérique. L'Amérique vit alors davantage sur elle-même. L'exploitation minière y cède le pas à l'exploitation agricole (grandes « haciendas »). L'Eglise thésaurise (splendeur des temples baroques), et organise les Indiens marginaux en « réductions » collectivistes, autoritaires et paternalistes (Jésuites du Paraguay). Les villes se figent en hiérarchies formelles. Cependant le système colonial espagnol fait la preuve de sa solidité. C'est, il est vrai, l'époque du

minimum démographique (minimum d'activité, mais minimum de tensions).

2. Un danger extérieur menace pourtant cet Empire : des conquêtes anglaises, françaises, néerlandaises réussissent à briser le monopole ibérique, non seulement en Amérique du Nord, mais en Amérique centrale (Antilles) et au Brésil (Guyanes). Au XVII^e siècle, elles représentent surtout une menace militaire. Au XVIII^e, elles vont créer une base de concurrence économique (contrebande, et grandes plantations de canne à sucre, de café, de coton).

3. Si la récession économique du XVII^e siècle avait correspondu à des relations ralenties avec l'Amérique, l'élan européen du XVIII^e vérifie la corrélation inverse. Un renouveau américain et un commerce colonial vigoureusement accru correspondent à la grande période de hausse des prix et d'accumulation capitaliste en Europe. Il faut souligner :

- a) le renouveau *minier* : or du Brésil (apogée : 1700-1720), argent du Mexique (apogée : 1760-1795) ;
- b) le renouveau démographique, plus rapide encore en Amérique qu'en Europe (rythme de reconstitution) ;
- c) le renouveau administratif : l'Espagne revise efficacement ses méthodes coloniales ;
- d) le renouveau économique : bond considérable des productions tropicales (sucre, café, cacao, coton), développement des ports (La Havane), naissance de l'économie des pampas (laine, cuirs, viande boucanée).

On trouve facilement dans les œuvres de HUMBOLDT des textes et des chiffres frappants pour décrire le moment de grand développement américain précédant immédiatement l'Indépendance (1795-1805).

IV

L'Indépendance de l'Amérique latine : ses causes, ses caractères, ses conséquences

1. Les causes.

Il faut les chercher dans le jeu des contradictions développées par l'élan démographique et économique du XVIII^e siècle.

- a) L'enrichissement considérable des classes dominantes « créoles » (américains d'origine espagnole ancienne) leur inspire de l'aversion pour le contrôle administratif métropolitain et leur fait souhaiter posséder leur propre Etat.

b) L'élan colonial du siècle inspire, inversement, à l'Etat espagnol le désir de tirer un profit croissant, par l'administration et le fisc, des ressources américaines.

c) Les masses indiennes, métisses, noires (et même certaines couches moyennes de la société coloniale) se trouvent appauvries par l'accroissement démographique rapide et la double exploitation par l'aristocratie créole et par l'administration métropolitaine.

Dans ces conditions les crises et les révoltes se sont multipliées à la fin du XVIII^e siècle (émeutes antifiscales, « comuneros », révolte indienne de Tupac Amaru).

2. *L'occasion et les formes des mouvements pour l'Indépendance.*

Les guerres franco-espagnoles contre l'Angleterre (1795-1805) couvrent les colonies américaines de l'Espagne. L'invasion de l'Espagne par Napoléon (1808) permet aux Créoles de former des « Juntas » de gouvernement au nom de la fidélité au Roi. Mais, dans le glissement de ce mouvement de résistance patriotique espagnole au mouvement d'indépendance contre l'Espagne, l'initiative échoit, suivant les pays, à des classes très diverses : à Buenos Aires, c'est la bourgeoisie naissante, au Venezuela et au Chili, c'est l'aristocratie terrienne, au Mexique, c'est une classe moyenne d'officiers, relayée par le bas clergé, suivi de masses indiennes et métisses ; un peu partout des amorces de révolte noire suivent l'exemple de Haïti soulevé par la Révolution française. Il est bon de noter quelques exemples en contrepartie : au Pérou (Lima) la force de la vieille administration espagnole et le souvenir de la révolte indienne poussent à une résistance efficace contre le mouvement de l'Indépendance et, à Cuba, une bourgeoisie très enrichie et qui craint les révoltes noires, reste fidèle à l'Espagne.

Cette diversité explique la *longueur* du processus de l'Indépendance, ses vicissitudes, ses contradictions : l'aristocratie et les couches populaires, suivant les lieux et les moments, se combattent ou s'associent, et parfois changent de camp. Malgré les efforts de certains hommes (Bolívar), le mouvement pour l'Indépendance de l'Amérique n'atteint jamais à l'unité continentale.

3. *Les conséquences de l'Indépendance et de ses caractères.*

a) L'Amérique latine se *morcelle* en autant d'Etats, grands ou petits, que l'Espagne avait constitué de circonscriptions administratives.

b) L'*instabilité politique* s'installe comme un trait typique des nouveaux Etats ; elle dérive moins d'une lutte entre partis ou entre classes sociales qu'entre milieux de structure ou d'état d'esprit différents : militaires contre civils, villes contre campagnes.

c) Des *effondrements dans la production* marquent le passage du XVIII^e au XIX^e siècle : dans le domaine agricole parfois, surtout dans le domaine minier (argent).

d) Une *dépendance d'un type nouveau* résulte de la faiblesse économique et politique des nouveaux Etats : politiquement indépendants, ces Etats sont *économiquement* sous la coupe des Etats les plus développés, en particulier, pour un temps assez long, de l'Angleterre (qui a favorisé le mouvement de l'indépendance en prenant des gages).

V

L'Amérique latine du XIX^e siècle : effacement, dépendance, croissances inégales

Le XIX^e siècle (1825-1914) est un temps d'*effacement relatif* de l'Amérique latine dans l'histoire mondiale. Les innombrables détails de son histoire politique agitée peuvent être négligés. Mais il reste à signaler :

1. Les particularités du mouvement démographique.

Entre 1800 et 1850, les pays les plus peuplés et à dominante indienne (Pérou, Mexique) restent démographiquement stagnants, et seuls les pays tempérés, peu peuplés, attirant l'immigration, doublent leur population, mais à partir de niveaux très bas (Chili, Argentine, Uruguay). Au cours de la période 1850-1900, ces mêmes pays *tripleront* leur population, et cette fois les pays andins doubleront la leur, tandis que les régions tropicales d'Amérique centrale (Venezuela, pays de l'Isthme) resteront stagnants. Le résultat global, malgré cela, pour l'ensemble du XIX^e siècle, est défavorable à l'Amérique latine, qui perd, en poids relatif, devant l'Amérique anglo-saxonne. D'autre part, la différenciation s'accroît entre les différents *types de peuplement* : dominante blanche accentuée pour l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, présence noire accentuée pour les Antilles et le Brésil, poids accru de la masse indienne dans les pays andins (Bolivie, Pérou, Colombie).

2. Les particularités du développement économique.

Les jeunes économistes latino-américains mettent aujourd'hui l'accent sur l'importance décisive qu'a eue pour leur pays la situation de *dépendance*, non moins réelle au XIX^e siècle qu'au temps de la colonisation.

Cette dépendance a deux origines :

- a) la dépendance par les *capitaux* : qu'il s'agisse d'économie privée ou publique, agricole ou minière, urbaine ou rurale, tout développement dépend des *capitaux étrangers* (Angleterre et France surtout) ;
- b) la dépendance par les *marchés* : chaque pays se *spécialise* dans une production : cuivre, guano, nitrate, sucre, café, viande, etc. ; dès lors il dépend étroitement des prix mondiaux, des crises mondiales, des accords passés avec les pays clients (ou les monopoles financiers).

De ces deux types de dépendance économique résultent rapidement :

- un endettement des Etats et un déficit fréquent des balances des comptes (les matières importées étant des produits manufacturés chers et les profits d'exploitation s'exportant à l'étranger) ;
- une concentration de la richesse en très peu de mains, et une baisse dominante du revenu populaire ;
- une concentration de l'activité sur des points privilégiés (mines, plantations) et une stagnation, parfois un recul, des productions vivrières et artisanales destinées à la consommation nationale.

La notion de « *néo-colonialisme* » inventée pour dénoncer les asservissements économiques succédant aux dominations politiques coloniales au XX^e siècle, a d'éclatants précédents dans l'Amérique latine du XIX^e.

3. *Les particularités de la vie politique.*

Elles traduisent un autre aspect des mêmes réalités. L'idéologie de l'indépendance, fortement influencée par celle de la Révolution française, suggérait l'application de formules politiques démocratiques. Elles se heurtaient aux difficultés du manque d'éducation des masses. En fait, personne ne souhaitait leur vraie participation, et, par l'exclusion des analphabètes, c'est souvent une proportion de 90 % des individus qui se trouve écartée de la vie politique et des élections. L'esclavage n'a été aboli que tardivement dans de nombreux Etats de l'Amérique centrale. Ailleurs le « *peonaje* » — condition de semi-servage des salariés agricoles — ne laisse aucune indépendance à la masse travailleuse. Presque partout le pouvoir *social* reste à l'aristocratie foncière. Les « *bourgeoisies nationales* » qui auraient pu se former en cas de modernisation et industrialisation des économies n'ont jamais pris d'importance véritable. En revanche, il est arrivé que les *classes moyennes* des villes (intellectuels, professions libérales, carrières militaires) parviennent à monopoliser le champ d'action de la politique proprement dite, mettant successivement le parlementarisme et le « *pronunciamento* » au service de démagogies momentanées et de réactions sociales brutales. Il y a là toute une sociologie politique à approfondir, et qui présente d'autant plus d'intérêt qu'au XX^e siècle les mêmes phénomènes jouent largement encore.

4. Quelques cas particuliers à évoquer pour leur portée à venir.

Dès le XIX^e siècle, quelques pays, par leur importance de masse, ou quelques cas, par leurs particularités, méritent quelque attention :

a) *Le cas du Brésil*, par les développements successifs des productions dominantes (sucre, café, caoutchouc) et des poussées pionnières (Sao Paulo, Minas Geraes).

b) *Le cas du Mexique*, par la combinaison d'une économie en progrès rapide, d'une réaction nationale contre les menaces extérieures (tentative française, empiètements territoriaux des Etats-Unis), et d'un immobilisme social (dictature de Porfirio Díaz) qui aboutit à l'éclatement d'une révolution de masse en 1910.

c) *Le cas de Cuba*, dernier pays demeuré sous la domination espagnole, et où alternent les temps de prospérité et les crises graves ; ici c'est la *conquête tardive de l'indépendance* qui revêt des formes originales : une guerre de dix ans (1868-1878) et une autre de quatre ans (1895-1898), où se révèlent toutes les formes modernes des luttes d'indépendance (guérillas, gouvernements illégaux, répression concentrationnaire) aboutissent à l'élimination de l'Espagne et à un néo-colonialisme imposé par les Etats-Unis ; mais sans les leçons des deux guerres d'Indépendance, et sans l'étude de la pensée de « l'apôtre » José Martí, l'actuelle révolution cubaine serait incompréhensible (association de la masse paysanne à la politique, et de la révolution populaire au patriotisme).

Ainsi une certaine connaissance du XIX^e siècle latino-américain est indispensable à l'interprétation du XX^e.

VI

L'Amérique latine au XX^e siècle et le renouveau de son rôle mondial

C'est pourtant sur le XX^e siècle qu'il est normal d'insister. Sous nos yeux, des phénomènes de masse se développent, dont nous devinons la nécessaire importance future, peut-être prochaine. Des pays aussi riches en hommes et en ressources que le Mexique ou que le Brésil ne peuvent garder éternellement un rôle secondaire et subordonné. Et pourtant l'Amérique latine dans son ensemble ressent parfaitement sa subordination, son « sous-développement » ; et ses formules — ses formules politiques en particulier — sont encore souvent celles du XIX^e siècle. Qu'elle désire rattraper ces retards, et faire face par elle-même à ses problèmes, des signes multipliés le montrent, au niveau des masses comme au niveau des élites. Un demi-siècle qui s'ouvre sur la

révolution mexicaine et se ferme sur la révolution cubaine (1910-1960) n'est pas un moment historique insignifiant. Nous essaierons d'en dégager quelques caractéristiques.

1. L'explosion démographique.

Considérée globalement, comme continent, l'Amérique latine est en tête du globe quant aux rythmes des croissances démographiques.

Au cours des années 60, elle a connu un taux de croissance démographique de 2,8 % contre 1,9 au monde entier, 1,6 à l'Amérique du Nord, 0,9 à l'Europe. Les rythmes nationaux maximaux sont surprenants : 3,4 % pour le Brésil, 3,5 pour le Venezuela.

Voilà donc un continent qui est passé de 20 millions d'habitants en 1800 à 108 millions en 1900, et de 130 millions en 1940 à 260 en 1968, soit un doublement en moins de 30 ans. Le Brésil est une masse de 85 millions d'hommes, qui peuvent être 200 millions à la fin de notre siècle.

Or ce phénomène est très différent de celui du XIX^e siècle dans les « pays neufs ». Il doit relativement peu à l'immigration. C'est la fécondité et l'extrême jeunesse de la population qui assurent les énormes croissances que nous avons dites, avec des natalités de 40 et 45 ‰ parfois et des mortalités de l'ordre de 10, ou au-dessous.

Au surplus, il est impossible de parler de « surpeuplement » puisqu'il n'y a pas, sauf dans quelques îles, de « fourmilières humaines », et puisqu'il y a d'énormes espaces vides, pourvus de ressources naturelles non moins énormes, et non exploitées.

Malheureusement, la distribution de la population, par le mouvement spontané des migrations internes, répond moins à cette attraction possible des vides et des ressources, qu'à celle des concentrations urbaines sans justification suffisante : Buenos Aires a 7 millions d'habitants, Rio de Janeiro et Sao Paulo 3,2 chacune, Santiago du Chili 2,4, Lima, Caracas, Montevideo 1,2. Les sortes de bidonvilles qui entourent ces capitales signalent, sous des noms divers (favelas, barriadas, etc.) un phénomène typique du sous-développement : la concentration des hommes précède la création des activités qui la justifierait. L'espace américain sera-t-il mieux rempli un jour, les hommes rapprochés des ressources ? Pour l'instant, la démographie ne fait que traduire les déséquilibres de l'économie et de la société.

2. L'économie : développement et déséquilibres.

a) *La fin des économies exportatrices soumises aux exigences des marchés extérieurs.*

La période coloniale où l'Amérique latine, en grande partie, répondait à la définition parfaite des « pays neufs », avait imposé une pré-

dominance des *monocultures* ou des *monoproductions minières*, avec des crises souvent terribles soit quand un marché disparaissait, soit quand il se trouvait momentanément engorgé. Dans l'histoire économique de l'Amérique latine, le mot « cycle » revient souvent, mais en deux sens : celui de Lucio de Azevedo parlant des « cycles » portugais ou brésiliens de l'or, du sucre, du caoutchouc, du café (périodes, moyennes ou longues, où ces diverses productions ont successivement dominé une économie nationale pour s'effacer ensuite devant la concurrence d'autres pays ou d'autres produits) ; et d'autre part, sens plus habituel du mot « cycle » : succession décennale d'élans, de crises et de récessions, qui n'ont cessé de secouer les économies capitalistes, mais qui ont entraîné des effets particulièrement durs dans les pays de monoproductions exportatrices. Songeons en particulier au drame de 1929, au café brésilien utilisé comme combustible !

Or ces risques sont à la fois dépassés et encore présents. Cuba a cru pouvoir échapper, puis a cru devoir revenir au système de la spécialisation sucrière exportatrice.

L'Argentine et l'Uruguay sont en pleine crise de réadaptation : jusqu'en 1930, leur développement, reposant sur l'élevage depuis les années 1880 surtout, paraissait irréversible. La crise de 1929 leur porta un coup brutal, mais que la guerre mondiale, par les besoins des belligérants, sembla effacer. Mais depuis 1945 est venu le temps d'une longue récession : le recul du revenu national par tête, en Argentine, est estimé depuis lors à 0,4 % par an (chiffre minimum officiel), à 2 % selon d'autres sources. L'investissement par tête y recule de 3 % par an. Toute industrialisation est stoppée ; le chômage est endémique et la monnaie en crise continuelle ; 5 % de la population totale vit dans des bidonvilles. Telles sont les conséquences du long « boom » de l'économie reposant sur l'unique combinaison viande-blé qui avait provoqué la création d'innombrables petites exploitations marginales (34 % des terres), auprès d'énormes « haciendas » (42 % des terres, 64 % du bétail). L'Uruguay est dans une situation analogue, et sans doute pire. Les crises politiques et sociales subies par l'Argentine depuis 30 ans, et celle que l'Uruguay subit aujourd'hui pourraient-elles être comprises hors de ces données ? Les images de prospérité des « pays neufs » de la fin du siècle dernier doivent être révisées. Découvrir des productions nouvelles, diversifier, industrialiser, tout le monde y songe, bien entendu. Pour l'instant, les crises du système ancien n'ont pas été dominées.

b) *Les développements inégaux dans l'espace américain et dans les espaces nationaux.*

Les niveaux de développement économique des diverses puissances latino-américaines sont, on le sait, extrêmement inégaux. Au sud l'Uruguay et l'Argentine, au nord le Mexique, malgré les difficultés signalées, ont pu ou peuvent se croire au rang de nombreux pays

d'Europe. Le Pérou, la Bolivie, l'Equateur, le Paraguay, les petits Etats de l'Amérique centrale, figurent au contraire parmi les pays très insuffisamment développés. Le Brésil, le Venezuela, le Chili (peut-être la Colombie), s'affirment, par l'effet de certains secteurs avancés de leur économie, « en voie de développement ».

Ce n'est pas inexact. Mais il faut tenir compte ici des inégalités de développement *internes*. Par exemple, le Venezuela, par sa production pétrolière, une des premières du monde (200 millions de tonnes), peut passer, sous certains aspects, pour un pays « riche » par exemple si l'on fait figurer la valeur du pétrole extrait dans son produit national. Mais si cette valeur représente les 28 % de ce produit, l'industrie pétrolière n'occupe que les 2,5 % de la population, et les profits en sont exportés. Inversement l'agriculture vénézuélienne, qui occupe les 30 % de la population active, ne donne que les 7 % du produit national. On devine les misères. Il est vrai que l'Etat touche sur le pétrole d'énormes « royalties » qu'il redistribue, d'où les splendeurs de Caracas, et le luxe relatif de quelques couches moyennes. Mais la montagne, la « selva », les « llanos » (domaine de la savane), sont vides et ne nourrissent souvent que des populations primitives. Il est vrai que les territoires de l'Orénoque, par leurs ressources en fer et leurs possibilités électriques, et bien qu'ils ne groupent encore que 3 % de la population du pays, devraient donner en 1980, si les projets en cours sont menés à bien, les 20 % du revenu national prévu à cette date, et avoir pour capitale un nouveau Caracas. Aussi le Venezuela dispute-t-il à la Guyane anciennement britannique, récemment indépendante, toute une région-frontière jadis mal délimitée, et peut-être pleine d'avenir.

Un cas assez analogue, à une échelle supérieure, est offert par le Brésil. Les ressources en fer de cet immense pays sont les secondes du monde. Par ses dimensions territoriales, par ses richesses naturelles, par la croissance de sa population, le Brésil est la puissance latino-américaine capable de se comparer aux géants modernes : USA, URSS, Chine, Inde. Et l'évolution est commencée : depuis 1940, la croissance des industries de biens de production, au Brésil, a été de 508 %, celle des industries de biens de consommation de 249 %. L'équipement est donc en train de se mettre en place. Les aciéries de Volta Redonda sont une des plus puissantes entreprises métallurgiques du monde, elles produisent 3 millions de tonnes d'acier par an.

Mais ici se pose un problème, commun il est vrai à tous les pays en voie de développement : justement parce qu'elles sont à la pointe des innovations, de telles entreprises occupent peu d'ouvriers : l'industrialisation de ce type ne résout donc pas le problème de l'emploi à trouver pour les surplus de peuplement qui tendent à quitter les campagnes. Et le Brésil des villes d'avant-garde, le Brésil de Brasilia, compte encore 70 % de population agricole, n'a pas entrepris la conversion des grands territoires forestiers de l'Amazonie, le Nord-Est brésilien restant un des pays les plus primitifs et les plus pauvres du monde.

Le problème du « sous-développement » est donc non seulement un problème commun à l'Amérique latine face à l'Europe et à l'Amérique du Nord, mais aussi un problème *interne* de chaque Etat. Il est rare en effet qu'un Etat de l'Amérique latine ne possède pas une région industrielle, ou une ville, ou un système de plantations, d'apparence riche et de technique avancée. Mais le contraste est tel entre ces noyaux (ici d'apparence européenne, là de ressemblance yankee) et d'autre part les régions de montagne, de savanes, de « selva » ou de déserts, qu'on garde l'impression d'une sorte de colonisation interne de certaines régions par d'autres régions, et de nombreuses analyses, il y a quelques années, se contentaient de mettre en lumière ce « dualisme », hérité pour une bonne part des structures coloniales anciennes.

Observons cependant que cette analyse « dualiste » reste superficielle ; dans une unité nationale, dans une économie organique, il est difficile qu'il y ait vraiment exploitation d'une région par une autre sans que l'appauvrissement d'une partie du territoire ait des répercussions globales sur le pays. Les capitales des pays mal développés souffrent elles-mêmes de l'inharmonieux développement. Ni Santiago du Chili, ni Lima, ni même Rio de Janeiro dans ses splendeurs naturelles, n'arrivent à compenser par la richesse de quelques beaux quartiers les signes de pauvreté et de crise : vestiges poussiéreux du XIX^e siècle, âge des voitures, misère des transports publics, perpétuelle présence du mendiant, des haillons, même au cœur des quartiers actifs, sans parler, bien entendu, du cauchemar des banlieues où les immigrants s'entassent, « favelas », « barriadas », où il est presque interdit de s'aventurer.

c) *Les conséquences de la dépendance extérieure.*

Lorsqu'il s'agit d'expliquer cet état de choses, il est classique de chercher (bien que ce soit d'un schématisme parfois inquiétant) une *cause dominante*.

Pendant longtemps une explication fut commune, avec des nuances, aux intellectuels libéraux, aux « justicialistes » nationalistes (du type de Peron) et aux marxistes sud-américains : les vices de la société latino-américaine devaient être rattachés surtout aux vestiges ou aux séquelles de la société coloniale, au « semi-féodalisme » des grands propriétaires terriens, au « dualisme » entre régions développées et régions sous-développées, entre villes et campagnes ; les solutions devaient être recherchées dans les réformes agraires, dans l'industrialisation, dans l'alliance entre « bourgeoisies nationales » et mouvements ouvriers urbains. Schéma grossièrement emprunté à l'image des « révolutions bourgeoises » européennes que les « libérateurs » du XIX^e siècle n'avaient pas pu ou su réussir.

Aujourd'hui, la jeunesse intellectuelle américaine, surtout parmi les économistes, refuse ce schéma et cherche ailleurs le *phénomène fon-*

damental. Celui-ci ne saurait être à leurs yeux que la *dépendance envers l'étranger*. De cette dépendance dériverait tout le reste, au XIX^e siècle déjà, mais au XX^e d'une façon aggravée.

Si une industrialisation s'est en effet déjà amorcée — à la faveur des deux guerres mondiales et même de la crise de 1929 — elle a entièrement dépendu du capital étranger. Au Brésil fonctionnent actuellement 600 firmes nord-américaines, 3 500 européennes et japonaises. Les investissements américains ne sont plus actuellement essentiellement tournés vers les mines ou les plantations, mais vers l'industrie : pour 67,7 % au Brésil, pour 58,7 % au Mexique, pour 56,3 % en Argentine, pour 40 % en Uruguay. Comment parler, dans ces conditions, d'une « industrie nationale », d'une industrialisation libératrice ? Notons qu'il reste cependant des pays où dominent encore les investissements miniers américains ; ils représentent 52 % des capitaux investis au Pérou, 63 % au Chili, 77 % au Venezuela (ici, c'est à cause du pétrole, mais même les 7,8 % de capitaux américains employés au Venezuela dans les autres industries représentent des sommes considérables). En Colombie, l'évolution en est à un stade intermédiaire : 52 % des capitaux américains se consacrent aux mines, 28 % à l'industrie. Naturellement, les investissements à dominante agricole triomphent encore dans les pays de plantation : dans les Iles, en Amérique centrale ; tout le monde connaît le rôle joué par l'« United Fruit » dans l'économie — et finalement dans la politique — de Saint-Domingue et du Guatemala. A vrai dire, si les investissements industriels commencent à l'emporter dans les pays les moins retardés, les trois formes — minière, agricole, industrielle — sont encore partout présentes et se combinent.

Le résultat de cette massive intervention étrangère, aux yeux des uns, est heureux : il conditionne le développement, il accroît les offres d'emploi. Sans lui, rien ne bougerait. Mais les intéressés ne sont pas d'accord. Pour eux, aujourd'hui comme au XIX^e siècle, l'intervention étrangère aboutit à un *appauvrissement*, à une *décapitalisation*. Je me rappelle avoir assisté à une discussion publique entre Josué de Castro, le célèbre auteur de la « Géopolitique de la faim », et un journaliste nord-américain, qui lui disait (et qui croyait très sincèrement) : « Nous aidons énormément tous les pays de l'Amérique latine ». Certes, répondait Josué de Castro, je ne nie pas que le contribuable américain paie de ses deniers d'innombrables dons, aides, œuvres, subventions, etc. Mais avez-vous calculé la masse des profits que l'économie privée tire de ses investissements et exporte finalement de chez nous chez vous ?

Je sais bien que le raisonnement peut sembler d'un mercantilisme un peu trop élémentaire. Et que, malgré l'apparente perfection des statistiques modernes, des calculs indiscutables nous manquent pour apprécier la balance des paiements de chaque pays. Cependant, il est des évidences qui se passent de calculs. Les inégalités de développement dans l'espace — entre les deux Amériques comme à l'intérieur de chaque pays — aboutissent bien à *freiner* le rythme du développement

global des petites comme des grandes puissances de l'Amérique latine. La faiblesse du marché interne de chaque pays (par le médiocre pouvoir d'achat des masses, et par l'existence de régions agricoles particulièrement sous-développées), les brusques variations des prix et des débouchés sur les marchés extérieurs, la supériorité des grandes firmes étrangères dans le « pouvoir de négociation » en matière d'investissements, autant de gênes pour les possibilités de développement *auto-
nome* dont rêvent les pays latino-américains. Ne suffit-il pas de signaler qu'au Brésil la concentration capitaliste atteint des proportions étonnantes ? Si l'on mesure la part de production assurée par les trois plus grandes firmes de chaque secteur, on obtient des chiffres allant de 74 à 99 % ! Et il n'est pas dit enfin que les plus gros efforts d'investissement, dans les grandes firmes étrangères, aillent toujours dans le sens d'une meilleure organisation de la production ; pour les produits de plantation, c'est la *commercialisation*, c'est le *marché* qui importent.

3. La société : accumulations, paupérisations.

Les déséquilibres sociaux, les contrastes violents entre la richesse des uns et la misère des autres, ont toujours été un des traits connus de la société latino-américaine. Ce qu'il importe de comprendre, ce sont les caractères nouveaux de ces contrastes anciens, et les mécanismes capables de les atténuer ou de les aggraver au contraire.

En haut de la société, on a beaucoup parlé, et on parle encore, dans la plupart des pays latino-américains, de l'existence d'« *oligarchies* ». Il y a quelques décennies encore, leur origine était claire. Mise à part quelques fortunes spéculatives, les oligarchies étaient généralement formées des descendants des grands colonisateurs, ou des hommes qui avaient conquis leur rang à l'occasion des guerres d'Indépendance. Etre apparenté aux « conquérants », aux « libérateurs » (mieux encore aux deux à la fois) est une prétention encore bien portée. Les fortunes reposaient alors surtout sur la grande propriété agraire, liée, naturellement, aux intérêts miniers ou bancaires, mais sans leur donner la priorité. Il était possible alors de distinguer une « aristocratie ». Et il arrive que les étrangers versent une larme (je pense à quelques lignes de Fernand Braudel dans son manuel sur les « civilisations » pour les classes terminales) à propos du déclin récent de ces petits cercles cultivés, où le luxe n'écrasait pas le goût, ni la fortune la distinction naturelle.

Mais il faut bien admettre que les sommets de la société latino-américaine (avec bien des nuances diverses suivant les pays) se modifient rapidement avec la nature même de leurs revenus et de leurs fortunes. Lorsqu'ils critiquent les notions de « semi-féodalisme » et de « bourgeoisie nationale », longtemps en faveur, les jeunes économistes et sociologues qui s'efforcent de repenser les problèmes de cette société font observer que désormais — même si les « oligarchies » actuelles

demeurent aussi étroites et aussi puissantes — il est difficile de découvrir des oppositions entre aristocratie agraire et bourgeoisie industrielle, ou entre capitalisme national et intérêts étrangers. Les intérêts familiaux, les combinaisons bancaires, les activités complémentaires, ont forgé une classe dominante dont les possibilités d'accumulation ne sont nullement liées à un type d'exploitation unique, et dont la sécurité et les profits sont trop dépendants des grandes firmes internationales pour que soit discutée la part que celles-ci prélèvent sur le pays.

Est-ce à dire que le problème paysan, le problème agraire, a cessé d'être, en Amérique latine, le problème social majeur ?

Il ne faut pas oublier l'immensité des régions qui, au sein de chaque unité nationale, présentent encore les traits non seulement du siècle dernier, mais même du XVIII^e ou du XVII^e siècle.

Il y a eu, il est vrai, des « réformes agraires », au Mexique, en Bolivie, même au Venezuela. Toutes n'ont pas reposé sur les mêmes principes ; au Mexique on a profité de l'existence des biens communaux, les « ejidos » ; en Bolivie on a tenté de créer une petite propriété paysanne ; ailleurs on a voulu donner des garanties, au moins théoriques, à la vieille propriété communautaire andine. Mais partout subsiste encore l'« hacienda », entourée des maisons basses et pauvres des paysans salariés, et qui régit des milliers d'hectares. La maison du propriétaire fait contraste, par son ampleur ancienne ou par son luxe récent. Rarement le propriétaire est là. Il réside plutôt dans la capitale, où il manie d'autres intérêts. Le paysan salarié de l'« hacienda » n'est d'ailleurs pas nécessairement plus pauvre que l'Indien vivant en communauté, et qui liquide ses misérables surplus sur des marchés étonnamment primitifs, où règne encore le troc. Mais toute cette paysannerie aux conditions si diverses est soumise aux menaces que nous ne connaissons plus mais que connaissaient bien nos ancêtres, il y a cinq ou six générations : la « crise de l'ancien type », déclenchée par une simple mauvaise récolte, et qui accule à la famine le plus grand nombre des paysans, tout en ménageant des profits « de pointe » à quelques privilégiés, stockeurs et vendeurs. Bien entendu, comme dans l'Europe d'autrefois, ces coups de misère entraînent des coups de colère. On ne compte pas les révoltes paysannes, cruelles et cruellement réprimées qui ont éclaté dans l'Amérique latine du XX^e siècle.

Pour cela même ont surgi les théories révolutionnaires qui, à la suite surtout de la révolution castriste, ont soutenu que l'espoir révolutionnaire américain reposait sur les paysans plus que sur les ouvriers. Reste à savoir s'il est possible de transformer les mouvements saccadés et spontanés correspondant aux « crises de l'ancien type » en mouvements conscients et massifs. Le précédent, la révolution paysanne mexicaine de 1910 est à la fois, pour les théoriciens révolutionnaires, l'exemple d'une réussite massive, et celui de résultats globaux décevants. Mais on ne peut négliger les leçons de mouvements partiels

d'occupation des terres et de « pouvoirs paysans », comme ceux qui ont eu lieu en Colombie.

Les mouvements ouvriers n'ont, de leur côté, pas été négligeables dans la récente histoire de l'Amérique latine. Dans certaines conditions privilégiées, ils ont atteint un haut degré de conscience et d'organisation (par exemple dans les industries du tabac et du sucre à Cuba). Mais les plus grandes misères des travailleurs s'observent encore soit dans les mines, souvent soumis à des conditions qui rappellent les pires moments des débuts de l'industrialisation européenne, soit dans les banlieues dramatiques des grandes cités.

L'existence de ces banlieues suffit à prouver que, de toute façon, l'industrialisation du continent latino-américain ne parvient pas, jusqu'à présent, à répondre aux besoins d'emploi que multiplie la montée démographique. La proportion des emplois non productifs, la surabondance du « tertiaire », n'ont pas ici la fonction que leur donne un surdéveloppement ; elles signalent au contraire, en milieu urbain, les vices de « l'ancien régime économique » qui se survit, le gaspillage précapitaliste des ressources en travail : les petits métiers pullulent, la domesticité reste nombreuse, les emplois publics mal rémunérés sont très recherchés.

Ce même phénomène donne, à un autre niveau, et toujours comme dans les anciennes sociétés hispanique et hispano-américaine, un rôle original à certaines classes moyennes, limitées mais agissantes, et aux surplus familiaux des classes aisées : juristes, politiciens, fonctionnaires, officiers, fournissent, comme autrefois les « letrados » et les soldats castillans, l'encadrement idéologique, militaire et au besoin policier dont les possédants ont besoin pour maintenir leur régime.

4. Les systèmes politiques : dictatures et « démocraties ».

Un cas novateur, la révolution cubaine.

L'alternance du XIX^e siècle entre dictatures militaires et épisodes parlementaires ou révolutionnaires, n'a pas cessé, au XX^e, de caractériser la vie politique des pays latino-américains.

Toutefois, l'ampleur des déséquilibres sociaux, les crises économiques répétées ou latentes, la sourde rancœur des masses contre la domination économique de l'étranger, ont largement changé le sens des phénomènes anciens. Au Mexique, la révolution a été « institutionnalisée ». Dans le Brésil de Vargas, dans l'Argentine de Peron, la dictature militaire a prétendu faire appel au nationalisme instinctif des masses ; l'appel démagogique de Peron aux « descamisados » s'adressait, on le devine, aux pauvres des banlieues plus qu'à une classe ouvrière organisée ; et cependant le mouvement s'est également appuyé sur une puissante organisation syndicale. Aujourd'hui, un mouvement militaire au Pérou affecte de combattre les intérêts nord-américains

trop ménagés par un long épisode parlementaire ; et l'on prononce le mot de « nasserisme ». Il est trop tôt pour décider de la justesse du terme. Mais la composante nationaliste, anti-impérialiste, dans le jeu politique latino-américain, s'affirme comme un facteur dont le conservatisme même doit tenir compte. Car il est difficile de ne pas déceler l'intention conservatrice des « pronunciamientos » récemment multipliés (Brésil, Argentine). Du moins ont-ils en commun la haine que leur inspirent les mouvements intellectuels d'extrême-gauche, particulièrement ceux des étudiants. Et le risque existe toujours, quand une dictature militaire s'installe, de la voir dégénérer, quelles que soient ses origines, en régime prétorien capable des pires cruautés. Les Trujillo à Saint-Domingue, Batista à Cuba, en sont de récents exemples, et Duvalier règne encore en Haïti.

Longtemps, la diplomatie des Etats-Unis, très attentive à tout ce qui se passe en Amérique latine, a cru pouvoir favoriser l'avènement des dictatures partout où le régime parlementaire semblait trop faible pour écarter les menaces de révolution, quitte à favoriser de nouveau les formes démocratiques lorsque les dictatures devenaient dangereuses par leur impopularité. Dans les deux cas, les moyens de pression étaient suffisants pour rassurer les intérêts économiques en jeu. L'ambassadeur américain était le suprême arbitre de bien des querelles.

Quelque chose est évidemment changé depuis bientôt dix ans, depuis le triomphe de la révolution cubaine. Il s'agit d'un phénomène très neuf, dont il importe de bien saisir le mécanisme original.

Qu'un mouvement de résistance à une dictature sanglante naisse en milieu étudiant, ce n'est pas là qu'est l'originalité. Que ce mouvement trouve pour le diriger un groupe de personnalités vigoureuses, exceptionnelles (un Fidel Castro, un Camilo Cienfuegos, un Che Guevara), cela fait partie de ce qu'on peut appeler la chance historique d'une révolution. Que ces chefs, avec une audace un peu folle et une stupéfiante opiniâtreté, créent et maintiennent une activité de guérilla contre une armée très organisée, ce n'est pas un exemple unique, et la tradition était sur ce point bien établie, à Cuba même, par les guerres de 1868 et de 1895. La transformation des activités de guérillas en campagnes-éclairés par la participation des masses, le peuple cubain l'avait déjà vécue plusieurs fois. Et le lien étroit entre la passion patriotique d'indépendance et le caractère populaire d'une guerre et d'une révolution avait déjà été pensé par José Martí.

La véritable innovation, dans la révolution cubaine, est postérieure à la prise du pouvoir. Elle commence lorsque Fidel Castro, au lieu de constituer un pouvoir classique, maintient le caractère populaire de son armée. Elle s'affirme lorsqu'à chaque exigence des forces capitalistes internes ou de l'impérialisme américain, le nouveau pouvoir dit : non, et ne peut dire non qu'en prenant successivement le contrôle de tous les ressorts de la vie économique. La révolution socialiste s'est

faite empiriquement, en mettant à nu, par l'action et par la pratique, le mécanisme des liens entre politique et économie. L'affirmation théorique est venue ensuite. Je me souviens, en août 1961, de l'étonnement du voyageur que j'étais, des étrangers que je rencontrais, et de nombreux Cubains même, devant l'affirmation : Cuba est désormais devenue non seulement « le premier pays libre de l'Amérique », mais encore le premier pays socialiste, marxiste-léniniste, et cela à deux pas des Etats-Unis. C'était vrai pourtant. Et la résistance à l'essai d'une invasion contre-révolutionnaire, à une crise internationale de première grandeur (dans l'affaire des fusées), enfin à un blocus implacable, a prouvé qu'il ne s'agissait pas d'un phénomène éphémère.

Par là même, tout a été changé, non certes dans les conditions objectives, mais dans les conditions subjectives, de la vie politique interne et externe de tous les Etats latino-américains. Les Etats-Unis ont certainement juré de ne plus se laisser surprendre(ils l'ont prouvé à Saint-Domingue, et ils encadrent systématiquement tout l'appareil de résistance contre-révolutionnaire du continent). Les divers gouvernements de l'Amérique latine, qu'ils usent de la dictature ou des promesses de réforme politico-sociale, sont hantés par la menace des subversions de forme castriste. Et les formes de la démocratie sont de moins en moins respectées par eux. Mais, d'un autre côté, la possibilité d'une révolution sociale et d'une lutte efficace contre l'impérialisme a désormais cessé d'être un mythe. Quel étudiant ne rêverait d'être Fidel Castro ou Che Guevara ? L'idée de guérilla, la dominante possible du mouvement paysan, la critique de tout réformisme et tout « revisionnisme », le besoin de penser théoriquement le problème américain : autant de thèmes qui certes divisent, mais dont la discussion continue vivifie sans cesse les mouvements étudiants, les mouvements paysans, les mouvements ouvriers. Que des catholiques, que des prêtres même comme un Camilo Torres, aient rejoint les avant-gardes de ces mouvements, cela n'est pas non plus indifférent. Les divisions, les échecs, les répressions ont été trop nombreux pour qu'on n'aperçoive pas, derrière certaines affirmations de volontarisme révolutionnaire, une nuance de désespoir. Mais certainement pas de résignation. Le dernier mot qu'on puisse prononcer pour caractériser soit les élites soit les masses latino-américaines d'aujourd'hui serait celui de passivité. Il n'est même pas sûr qu'on puisse l'appliquer aux Indiens, bien qu'on en ait pris depuis longtemps l'habitude.

5. La vie intellectuelle : une grande capacité de création.

Une question resterait à traiter. Je l'aborde avec inquiétude en pensant qu'il s'agit ici de suggestions de type pédagogique. Rien n'est plus difficile que de rendre abordable en quelques instants un monde intellectuel, un monde spirituel. Il faut éviter, autant que possible, la vieille formule, antipédagogique par excellence, qui consiste à dire à des jeunes gens : vous savez, en Amérique latine, il y a de grands

écrivains, de grands peintres, de grands cinéastes, de grands architectes, par exemple un tel, un tel et un tel, qui ont écrit tel roman, réalisé tel film, construit tel monument. Nomenclatures qui ne révèlent rien, ne disent rien.

Mais pourrait-on laisser ignorer, si l'on veut mettre l'Amérique latine d'aujourd'hui à sa place vraie, que les intellectuels et les artistes, les créateurs spirituels de tous ordres, y ont joué un rôle de premier plan, très supérieur, je pense, à celui des intellectuels des Etats-Unis, non point, bien entendu, dans l'ordre des sciences et des techniques, mais à coup sûr dans l'ordre des créations esthétiques pures, et bien plus encore dans le domaine de la littérature et de l'art pris comme révélateurs des aspirations profondes, des valeurs nationales, des problèmes sociaux ?

Déjà, pour le XIX^e siècle, si l'on veut faire saisir quelque chose de proprement latino-américain à des jeunes gens, le mieux serait de leur conseiller une lecture, totale ou partielle, de certains romans, de certains poèmes, devenus pour un temps ou une nation le symbole de réalités profondes. Je pense au « Facundo » de Sarmiento pour l'Argentine, seule œuvre qui puisse faire comprendre, dans ses grandeurs et dans ses vices, le type d'hommes que la « pampa » imposa longtemps aux villes comme responsables de la nation.

Plus près de nous, le XX^e siècle latino-américain compte déjà plusieurs générations de romanciers capables de révéler, puis de nuancer, à la fois à travers le temps et l'espace, tout ce que les immensités rurales puis les immensités urbaines du Mexique et du Pérou, de la Colombie et du Brésil, recèlent de drames et de contradictions, de mystères attachants et de tragiques misères.

Ce fut d'abord la découverte du paysage politique agraire et du climat de violence par les romans des années 1920-1945 : la « Voragine » de J.-E. Rivera, « Huasipungo » de Jorge Icaza, pour le monde des Tropiques, « Los de abajo » de Mariano Azuela pour le Mexique de la Révolution. Ce fut, pour le Pérou et le Venezuela, l'évocation romantique du « bon Indien » avec Ciro Alegria (« El mundo es ancho y ajeno ») et Ramulo Gallego (« Dona Bobara », « Canaima »). Œuvres que les jeunes taxent aujourd'hui, volontiers, à la fois de naïveté et d'excessif réalisme, œuvres longues et lourdes aussi, mais qui ont les qualités de tous ces défauts, parce qu'elles se sont mises spontanément à la mesure des paysages, des communautés, des problèmes qu'elles cherchaient à décrire, et qui prennent une valeur esthétique par la seule puissance de leurs dimensions.

Le souci esthétique, la modernité du style, s'affirment davantage déjà chez un Jorge Amado, romancier des cités brésiliennes, Bahia ou Rio, et chez le guatémaltèque Miguel Angel Asturias (« El papa verde », « El señor Presidente »), que sa vocation de poète et son métier d'eth-

nologue préparaient à une pénétration plus profonde dans les réalités indiennes.

L'influence du Paris surréaliste marque fortement le poète péruvien César Vallejo, le poète chilien Neruda, le romancier cubain Alejo Carpentier dont le talent culminera dans « Le siècle des lumières ». Chez tous, les emprunts de forme aux influences européennes changent de sens et de portée au contact des valeurs « telluriques » du continent américain et des fantasmes du folklore noir ou indien.

Depuis quinze ans, une nouvelle génération de romanciers a entrepris de traduire, de préférence, la réalité des grandes villes, prises entre la médiocrité d'un passé hybride et l'envahissement d'une autre médiocrité, celle de la « société de consommation » et du mode de vie nord-américain. Carlos Fuentes pour le Mexique, Mario Vargas Llosa pour le Pérou, Gabriel Garcia Marquez pour la Colombie, ont d'ailleurs attiré l'attention de l'Europe avant d'être appréciés chez eux ; édités en Espagne, traduits à Paris, ils offrent, avec une image amère de l'Amérique, un autre aspect de la prise de conscience et de la critique sociales.

Bien que la plupart des grandes œuvres que nous avons citées aient été traduites, il est possible qu'elles soient d'accès difficile à des jeunes gens, et des extraits ne suffisent pas à en donner tout le sens, souvent lié à leur difficulté même. Cela est plus vrai encore des essayistes chers aux spécialistes de la littérature hispanique, ou de la littérature pure, qu'il s'agisse des œuvres classiques d'un Alfonso Reyes ou d'un Octavio Paz, ou des essais formalistes d'un Borges ou d'un Cortazar.

Mais l'image, et surtout l'image mouvante, est plus accessible que le mot. Le Mexique a inspiré les chefs-d'œuvre cinématographiques de deux étrangers : l'énorme film inachevé d'Eisenstein, dont une partie, « Tonnerre sur le Mexique », est restée classique, et dont on peut voir d'autres fragments ; et deux œuvres de l'exilé espagnol Luis Bunuel, peut-être ses deux meilleures : « Los olvidados », sur l'enfance abandonnée et cruelle des faubourgs de Mexico, et « Nazarin », poème de l'esprit évangélique indépendant affronté à la misère rurale. Plus romantique (ou plus baroque) est le « Raices » d'Alarazki. Le Brésil nous a donné aussi d'admirables films sur la mystique populaire chrétienne mêlée de souvenirs africains. Et l'Argentine, avec le « Fin de Fiesta » de Torres Nillson, une dure critique des mœurs politiques et de la corruption parlementaire. Ces films ne passent certes pas fréquemment dans nos circuits cinématographiques commerciaux. Mais il est possible de les demander dans les ciné-clubs, et ils sont de très valables introductions aux choses de l'Amérique latine.

A leur défaut, il est possible de faire appel, par les moyens audiovisuels, à un rapprochement toujours saisissant entre les ensembles monumentaux ou les classiques figures de la période préhispanique,

et les modernes réalisations architecturales qui plus d'une fois s'en sont systématiquement inspirées, comme à Mexico. Ici, la grande peinture rejoint et complète l'effort monumental, avec les fresques de Diego Rivera, d'Orozco, de Siquiros. Les thèmes sont les mêmes que ceux de la littérature et du cinéma : le problème indien, le problème paysan, le problème ouvrier, le problème national. Peu d'arts ont mieux vérifié qu'il n'y a pas contradiction entre « engagement » politico-social et réussite esthétique.

J'ai gardé pour la conclusion deux noms de poètes de taille mondiale, dont on peut trouver partout éditions bilingues et traductions, mais dont l'œuvre s'identifie avec la prise de conscience de l'Amérique latine par elle-même, et avec le sentiment de plus en plus fort d'une intime liaison entre l'âme collective et les paysages, entre les complexes ethniques et la force des nations, entre les misères d'en bas et la passion de l'indépendance.

Pablo Neruda n'a cessé d'accentuer le caractère continental, « tellurique » de sa poésie, où les fleuves et les forêts, les Andes et les plateaux, les cités perdues et retrouvées, les humiliations des Indiens vaincus, se mêlent dans des rythmes puissants, où chaque vers, par les images condensées, tente de se suffire à lui-même, tandis que le poème-fleuve tente au contraire d'égaler par ses dimensions le monde qui l'a inspiré (« Canto general »).

A l'opposé, Nicolas Guillén calque la brièveté, la densité de son œuvre sur la perfection limitée du paysage cubain, du « long lézard vert » que dessine la carte de sa patrie sur la mer lumineuse des Antilles. Ce ne peut être un hasard que la première révolution latino-américaine ait triomphé dans un pays dont les problèmes profonds avaient été révélés poétiquement, et par un poète noir. Nicolas Guillén avait d'abord exprimé, justement, la hantise du noir américain devant sa double origine, unissant dans un chant commun la fatigue de son aïeul espagnol et la souffrance de son aïeul esclave, ou maudissant éloquemment ceux qui arrachèrent de son nom les sonorités africaines, « mandingue », « congo », qu'il devrait encore avoir. Mais les noirs cubains, depuis qu'ils ont donné des chefs aux guerres de libération de 1868 et 1895, ont une patrie. « Douce au-dehors, amère au-dedans », la patrie de Guillén a trouvé en lui son chantre. Il en a dit les beautés. Il en a dit les misères. « West Indies », poème où les changements de rythme soulignent le passage de l'ironie à l'indignation, du mépris à la tendresse, évoque ce petit monde naïf de noirs et de blancs dont le destin se manipule à Wall Street. Le « son », rythme folklorique, a pu n'être d'abord, pour Guillén, que le support d'esquisses charmantes. Il s'est élevé ensuite à la hauteur d'un instrument social. Puis, dans de plus longs poèmes, quand le tragique de l'événement l'y a convié, comme fit l'assassinat du leader syndicaliste Jesus Menéndez, Nicolas Guillén a fait succéder l'épopée à l'élégie. Il n'est pas étonnant qu'il ait fait tenir plus tard dans un seul

poème, presque dans un seul mot — « Tengo », « j'ai », « je possède » — la joie du peuple cubain devenu maître de son pays, lui qui avait posé poétiquement, quelques années auparavant, la question fondamentale de la propriété : « Tu peux me vendre l'air ? Tu peux me vendre l'eau ? Tu peux me vendre la terre ? »...

Même traduite, c'est encore la poésie qui porte le plus vrai des enseignements. Il n'est pas interdit de demander aux poètes le secret, que nous avons si péniblement cherché, de l'Amérique latine.

Pierre VILAR.